

Du 6 au 18 novembre

Ouverture du Sommet sur la mise en oeuvre des engagements climatiques de la COP27 à Charm le-Cheikh



Action en prévision de la COP-27 à Abuja, au Nigeria, le 2 novembre 2022

- **Manifeste populaire pour le climat adressé aux dirigeants mondiaux à la COP27**

Du 6 au 18 novembre

Ouverture du Sommet sur la mise en oeuvre des engagements climatiques de la COP27 à Charm le-Cheikh

Le Sommet sur la mise en oeuvre des engagements en matière de climat se tient à Charm le-Cheikh, en Égypte, du 6 au 18 novembre. L'ordre du jour des 7 et 8 novembre comprend la « vision

de la présidence » qui déclare que le temps est venu de :

1. « Passer des engagements à la mise en oeuvre à l'échelle et dans les délais, sur la base des axes de travail convenus à Paris et de l'ambition reflétée jusqu'à et pendant Glasgow, il est temps d'accélérer, d'élargir, de reproduire les réussites et de mettre en oeuvre les bons mécanismes » ;
2. « ... [un] programme d'adaptation transformateur est nécessaire dès maintenant... » ;
3. « Une action visant à clarifier le soutien aux pertes et dommages, avec les impacts croissants des événements météorologiques extrêmes plus fréquents et l'accélération des événements à déclenchement lent... » ;
4. « Faire des flux de financement une réalité, ... des flux de financement convenables » ;
5. « Assurer une transition gérée et juste, sur la base des principes convenus dans la Convention et son Accord de Paris, pour assurer la transition convenue vers un modèle économique fondé sur un développement à faibles émissions et résilient au climat, comme envisagé dans l'Accord de Paris et l'action renforcée définie à Glasgow. » »



Bangladesh, 4 novembre 2022



Action de Somali Youth Climate Justice, le 2 novembre 2022

Le sommet de cette année a été précédé d'une COP27 des peuples le 1er novembre, en virtuel. La COP27 des peuples déclare :

« Les personnes les plus touchées par le réchauffement de notre planète sont exclues des négociations qui détermineront l'avenir de notre planète. L'action mondiale contre le changement climatique n'est pas assez rapide.

« Les plus grandes réunions multinationales organisées pour discuter de la réponse collective de l'humanité à la crise climatique sont les conférences des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques – les COP sur le climat – qui en sont maintenant à leur 27e année.

« Alors que le monde se réchauffe, les voix de ceux qui sont les premiers et les plus touchés par la crise climatique ne sont pas écoutées dans les salles climatisées de ces conférences. Les délégués de la COP27 de cette année doivent écouter les personnes qui vivent déjà avec les graves conséquences du réchauffement de notre monde. »

Ce fossé croissant entre la société dite civile et ceux qui détiennent le pouvoir politique, ainsi que l'espace limité dont disposent les peuples pour exprimer leurs demandes lors de la COP, se reflètent dans les récentes remarques de la militante suédoise pour le climat, Greta Thunberg. S'exprimant lors d'un événement à Londres, en Angleterre, à la fin d'octobre, elle a déclaré qu'elle ne participerait pas à la COP de cette année, qu'elle a qualifiée d'occasion pour « les personnes au pouvoir... de [recourir] à écoblanchiment, au mensonge et à la tricherie ». Elle a ajouté : « L'espace pour la société civile cette année est extrêmement limité. [...] Il est important de laisser de la place à ceux qui ont besoin d'être là. Il sera difficile pour les militants de faire entendre leur voix. »



Les manifestations de masse qui ont eu lieu autour des travaux de la COP26 à Glasgow l'année dernière ne sont pas attendues pour le sommet de cette année. Les agences de presse indiquent qu'une zone de protestation désignée a été mise en place dans un endroit isolé, loin du centre de conférence.

La promesse d'action faite avec beaucoup de désespoir il y a sept ans lors de la COP21 à Paris et réitérée lors du sommet COP26 de Glasgow l'année dernière ne s'est jamais concrétisée. Aucune intervention des fonds spéculatifs ni le fait qu'ils aient désormais un représentant direct dans le bureau du premier ministre britannique, ainsi qu'un roi britannique qui prétend avoir toutes les réponses en main pour payer les riches pour écologiser l'économie, ne sont qu'illusions, car les peuples savent que ce qu'il faut, c'est humaniser l'environnement naturel et social. Ce qui manque, c'est de mettre l'être humain au premier plan.

Les fonds spéculatifs font la queue pour faire le coup d'argent promis, mais les producteurs d'armements, les spéculateurs du pétrole et du gaz et les oligopoles qui contrôlent l'agroalimentaire, les produits pharmaceutiques, l'immobilier et la construction ainsi que les mines et d'autres secteurs semblables des économies néolibérales se disputent également les fonds d'investissement. Dans le même temps, les peuples du monde luttent contre l'utilisation du pouvoir de l'État pour payer les riches, précipiter les masses de travailleurs dans la pauvreté et les peuples du monde dans les famines, les sécheresses et les épidémies.



Manchester, le 4 novembre 2022

(Photos : J. Hannu, E.N. Forngwa, Somali Youth for Climate Justice, Debt Justice MCR, Climate Justice UK)



Manifeste populaire pour le climat adressé aux dirigeants mondiaux à la COP27

Réduction

C'est maintenant que les gouvernements doivent finalement mettre de l'avant des politiques de réduction visionnaires pour le climat afin de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius.

Les pays riches industrialisés ayant joué le plus grand rôle dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent être les premiers à agir pour viser un taux réel de zéro GES n'allant pas au-delà de l'année 2035. Nous avons besoin de réelles actions et de véritables solutions : les engagements de décarbonisation ne doivent pas reposer sur des stratagèmes de comptabilité de carbone qui faussent la donne, sur des vagues promesses de carboneutralité, sur des fausses solutions telles que le gaz naturel et des alternatives ou des technologies de captage et d'entreposage de carbone sans fondement scientifique.

Toute action ambitieuse visant à protéger les humains et la planète doit inclure la fin de l'ère des combustibles fossiles. Ce qui veut dire aucun nouveau projet de combustible fossile, l'élimination progressive du financement des combustibles fossiles commençant maintenant et la fin des accords internationaux sur le climat injustes et criminels tels que le Traité de la charte sur l'énergie. Les gouvernements doivent plutôt augmenter leurs investissements dans les énergies renouvelables et promouvoir les technologies respectueuses de l'environnement, en plus d'offrir un accès accru à l'énergie abordable, propre et suffisante pour tous et toutes. L'énergie locale renouvelable peut contribuer de façon considérable à l'indépendance énergétique et réduire le prix de l'énergie — la transition vers l'énergie renouvelable est une formule gagnante pour la planète, l'économie et la société.



Les gouvernements doivent aussi s'attaquer ensemble à la crise climatique et à celle de la biodiversité, en incluant la nature dans les objectifs climatiques. Cela est possible en investissant dans une conservation de la nature juste et chapeauté par la communauté et en transitionnant vers des politiques d'agriculture, de chaînes d'approvisionnement et de systèmes alimentaires plus équitables et durables. Non seulement la protection de la nature nous aidera-t-elle à combattre la crise climatique, mais cela améliorera notre sécurité alimentaire, augmentera notre résilience communautaire et protégera nos droits humains.

Trop souvent, les mesures pour consolider et protéger notre environnement naturel sont perçues comme des coûts – mais en réalité les mesures décisives pour le climat ne sont pas des « coûts », mais bel et bien un investissement, non seulement dans notre avenir, mais dans notre survie. De tels investissements représentent la plus importante épargne de l'histoire humaine. Il est temps de retourner l'« éco » dans « économie ».

Nous avons déjà les solutions. Ce dont nous avons présentement besoin, c'est de volonté politique pour mettre en oeuvre cette transformation afin de protéger le peuple et notre planète partagée.

Pertes et dommages



Nous vivons déjà dans un monde d'apartheid climatique, un monde d'énorme injustice où ceux qui contribuent le moins au réchauffement de la planète, ses habitants les plus pauvres et les plus vulnérables, sont les premiers à en subir les pires impacts.

Les riches de ce monde trouvent encore le moyen d'éviter les conséquences de leur dépendance aux combustibles fossiles. À mesure qu'elle s'intensifiera, la crise climatique occasionnera des injustices encore plus graves, portant atteinte aux droits humains les plus fondamentaux et au développement, plus particulièrement dans les pays ayant le plus lourd passé d'exploitation au monde.

C'est une obligation morale qui pèse sur les nations riches qu'en raison de leur responsabilité historique dans le réchauffement climatique elles offrent une aide financière et technologique accessible pour la réduction, l'adaptation et les pertes et dommages. Les pays industrialisés doivent minimalement atteindre l'objectif promis de 100 milliards de dollars U.S. par année consacrés à la

réduction climatique internationale et au financement d'adaptation, et lors de la COP27, ils doivent se fixer un objectif plus élevé et au-delà de l'année 2025. Les gouvernements doivent mettre en oeuvre de nouvelles sources créatives de financement, telles que des impôts et des taxes pour que les pollueurs paient leur juste part et respectent leurs obligations financières envers le climat.

La COP27 doit aussi fixer des objectifs concrets en termes d'indemnisation pour les pertes et dommages dus au réchauffement climatique. Ce financement doit être renouvelé et s'ajouter aux objectifs de financement actuels en matière de climat, tout en étant conçus pour assurer une durabilité à long terme pour répondre aux besoins des communautés ayant subi les impacts de la crise climatique dont elles ne sont pas responsables. De simples mesures, telles que des frais d'utilisateur pour les pertes et dommages sur les vols d'avion, pourraient contribuer de façon juste et équitable aux fonds requis.

Justice climatique



Créations réalisées dans le cadre de la Caravane pour la justice climatique en Afrique, Abuja, Nigeria, 2 novembre 2022

La crise climatique est une crise de justice. Le réchauffement mondial aggrave les vulnérabilités et les inégalités existantes touchant aux générations, communautés et pays à l'échelle mondiale.

L'action climatique doit placer les droits humains au centre, sinon elle ne réussira pas à résorber la crise climatique et assurer une planète vivable pour les générations actuelles et futures. La justice climatique et l'action climatique efficace ne peuvent se réaliser que si les communautés aux premières lignes jouent un véritable rôle dirigeant dans les prises de décision. L'année prochaine, la COP27 pourra tirer des leçons du manque d'accès et d'inclusion des conférences précédentes et être la première COP à réellement promouvoir la participation et inviter à la table les communautés aux premières lignes et les activistes communautaires pour le climat.

L'action climatique mondiale doit avoir la justice comme principe directeur central. C'est la clé permettant de promouvoir une coopération mondiale crédible et de rétablir la confiance dans la lutte pour un climat viable. Les gouvernements doivent assurer que toute action climatique promeut activement les droits humains et est avantageuse pour le peuple et la planète. La COP27 offre la possibilité de faire des plans concrets pour que la justice soit au coeur de la politique climatique, y compris les engagements à établir un nouveau cadre juridique pour la protection des réfugiés climatiques.

Les preneurs de décisions à la COP27 et dans les mois à venir doivent reconnaître que l'action

inclusive et participative est fondamentale pour résoudre la crise climatique : les solutions climatiques doivent répondre aux besoins des communautés locales, des peuples autochtones, des groupes marginalisés, des jeunes et des initiatives à la base, et venir d'eux. L'action climatique mondiale inclusive doit être fondée sur la sensibilisation accrue à la crise du climat en rendant l'éducation climatique largement accessible à tous les niveaux et en disséminant de l'information de la plus haute qualité dans toutes les langues.

La lutte pour protéger notre planète ne connaîtra le succès que si nous inspirons les gens à se joindre au mouvement. Au moment où vous, les dirigeants politiques mondiaux, vous rassemblez dans les salles de conférence de la COP27, ne faites pas la sourde oreille aux voix qui s'élèvent des premières lignes de la crise climatique – nous pouvons protéger les humains et la planète uniquement en travaillant ensemble.



Château Neuschwanstein en Allemagne avec un message pour la COP27

(www.peoplescop.org. Photos : J. Hannu, Climate Justice Loss and Damage Fund, Koala Collective. Traduction : LML)



www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca